



MAGAZINE
L'ANNÉE OÙ LA PAROLE
DES FEMMES S'EST LIBÉRÉE



IDÉES
ÉLOGE DU SUCRE,
CET ALIMENT MAL-AIMÉ

WEEK-END

UNIQUEMENT EN FRANCE
MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE
ET AU LUXEMBOURG

CATALOGNE : LES INDÉPENDANTISTES RENFORCÉS

- Lors des élections au Parlement régional, jeudi 21 décembre, les formations nationalistes ont réussi à conserver leur majorité
- Elles se retrouvent en position favorable dans leur affrontement avec Madrid sur le statut de la Catalogne
- La stratégie de fermeté du premier ministre espagnol et de son parti est remise en cause dans une région profondément divisée
- « L'Europe doit prendre bonne note » de ce résultat, estime, à Bruxelles, Carles Puigdemont, l'ancien président de la Généralité

PAGES 2-4



A Bruxelles, le 21 décembre, lors de l'allocution de Carles Puigdemont.
VIRGINIA MAYO/AP



ÉDITORIAL LE PARI PERDU DE MARIANO RAJOY

C'est une cuisante défaite que Mariano Rajoy vient de subir en Catalogne. Lorsque, le 27 octobre, en réaction à la déclaration unilatérale d'indépendance du gouvernement catalan, le premier ministre espagnol avait suspendu l'autonomie de la région et convoqué des élections anticipées, le premier ministre espagnol espérait briser l'élan du mouvement indépendantiste. Sa vice-présidente, Soraya Saenz de Santamaria, s'était même vantée de l'avoir « décapité ».

LIRE LA SUITE PAGE 19

Débats La crise des Etats-nations

Par GABRIEL COLOMÉ
et GABRIELLE SIRY MOLINA

L'incapacité des pays à réduire les inégalités favorisent les indépendantismes

PAGE 17

Alimentation
L'image de Lactalis écornée par la crise de la salmonelle

CAHIER ÉCO - PAGE 3

Société
Les associations face à la pénurie des hébergements d'urgence

PAGE 12

Chronique
La culture est une marchandise

PAGE 19

Technologie
Apple soupçonné de pratiquer l'obsolescence programmée

CAHIER ÉCO - PAGE 8

Harcèlement : le collège peu armé face à une réalité méconnue



SÉVERIN MILLET

À l'heure où les faits de harcèlement sexuel secouent la société, les acteurs de l'école s'interrogent, conscients que leurs établissements ne sont pas des sanctuaires. Une enquête du ministère de l'éducation, publiée le 21 décembre, donne une idée de l'ampleur du phénomène au collège. Un peu moins de 5% des élèves disent avoir subi des baisers forcés, 6% témoignent de caresses for-

cées. Et 7,5% d'actes de voyeurisme. Des chiffres qui s'appuient sur du déclaratif et que les spécialistes jugent sous-estimés. Une étude d'un sociologue sur le cybersexisme en 2015-2016 dans une douzaine d'établissements franciliens arrive à des résultats plus alarmants : 29% des jeunes filles et 16% des jeunes garçons y affirment avoir, dans ce cadre, été victimes de violences sexistes.

PAGES 8-9 ET MAGAZINE

Diplomatie L'ONU et Trump se défient sur Jérusalem

Malgré les pressions de Washington, l'Assemblée générale a largement voté une résolution défavorable aux Etats-Unis. Trump promet des représailles

PAGE 5

Sécurité routière limiter la vitesse à 80 km/h : le débat est ouvert

Le gouvernement réfléchit à cette mesure, afin d'enrayer la hausse continue du nombre de morts depuis trois ans sur les routes de France

PAGE 11



laurentperrierrose

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

AGRESSIONS SEXUELLES ENTRE MINEURS

Face au harcèlement sexuel, les collèves sont peu armés

Elèves et encadrants sont souvent démunis face à un phénomène dont l'ampleur reste mal appréhendée

Pour Fazia Bensaadi, c'est la « tolérance zéro » qui prévaut. Une remarque sexiste dans sa classe, un geste déplacé, et cette professeure d'histoire-géographie dans un collège de Bobigny (Seine-Saint-Denis) interrompt immédiatement le cours. « La dernière fois, c'était quand une élève s'est mise à pleurer en classe; elle avait été traitée de pute sur les réseaux sociaux après avoir refusé les avances d'un camarade », raconte-t-elle. La fois d'avant, un garçon de 12 ans avait touché les fesses d'une fille du même âge. « Je veux que mes élèves impriment que c'est suffisamment grave pour que le monde s'arrête un moment de tourner, explique l'enseignante; que ce n'est pas parce qu'ils sont des enfants qu'ils peuvent toucher le corps d'un autre sans y avoir été invités. »

Deux incidents recensés sur une année scolaire, cela peut paraître peu. Fazia Bensaadi a pourtant le sentiment que ces violences sont « récurrentes ». A l'heure où les faits de harcèlement sexuel secouent la société, les acteurs de l'école (enseignant, infirmières scolaires ou psychologues, proviseurs ou surveillants), conscients que leurs établissements ne sont pas un sanctuaire, s'interrogent sur l'ampleur du phénomène entre élèves. Et sur ce qu'ils font pour l'endiguer... ou pas.

Statistiquement, rien de massif: l'enquête sur le climat scolaire en collège, rendue publique le 21 décembre par le service statistique du ministère de l'éducation (DEPP), fait état, en 2017, d'un peu moins de 5 % d'élèves déclarant avoir subi des baisers forcés (5,3 % de filles, 4,2 % de garçons). Ils sont 6 % à témoigner de caresses forcées (7,6 % de filles, 4,5 % de garçons). Et 7,5 %, filles comme garçons, d'actes de voyeurisme – dans les gymnases, les toilettes... Sur ces trois points, on ne distingue pas d'évolution significative par rapport à la précédente enquête de victimation, en 2013. Les insultes à caractère sexiste, elles, augmentent: 8,3 % des collégiens en déclarent aujourd'hui, contre 5,5 % il y a quatre ans.

Dans un collège où plus de 9 élèves sur 10 disent, dans le même temps, « se sentir bien », que penser d'une telle photographie statistique? Elle ne dit pas tout, répondent nombre de chercheurs. « La France a eu beaucoup de

retard à l'allumage, observe Johanna Dagorn, chercheuse à l'Observatoire européen de la violence à l'école. Jusqu'à il y a une dizaine d'années, dans une logique d'indifférence aux différences », pour paraphraser Bourdieu, on ne prenait pas en compte les variables sexuelles quand on travaillait sur le harcèlement scolaire. » Façon de dire qu'on pensait l'élève sans distinction entre fille et garçon. « Et on est encore un peu prisonnier de notre universalisme, renchérit Amandine Berton-Schmitt, chargée d'études au centre Hubertine-Auclert. Au nom d'une école de la République une et indivisible, on a du mal à assumer une approche discriminée entre les sexes. »

Autre limite: les enquêtes de victimation, même lorsqu'elles s'adressent à un public d'âge scolaire, s'appuient sur du « déclaratif », comme disent les sondeurs. Or, « si c'est au collège que le harcèlement est le plus significatif, c'est aussi un âge où l'on en parle très peu », rappelle Johanna Dagorn.

Il faut « de la maturité » pour briser les tabous

La page Facebook « Paye ton bahut », lancée début 2017 pour dénoncer les « pires remarques sexistes » entendues dans les établissements, n'a pas fait tache d'huile. Quant au mot-dièse #balancetonporc, apparu dans le sillage de l'affaire Weinstein cet automne, il n'a guère mobilisé les collégiens et les lycéens. « Pour qu'il y ait prise de parole, encore faut-il qu'il y ait prise de conscience, note Benjamin Moignard, chercheur à l'université Paris-Est-Créteil. Mais, à 14 ou 15 ans, peut-on vraiment, sans accompagnement, faire la part des choses entre ce qui relève du jeu, de la séduction ou d'une possible agression? » L'étude sur le cybersexisme que ce sociologue a codirigée en 2015-2016, dans une douzaine d'établissements franciliens, arrive à des résultats plus alarmants que le tableau brossé à l'échelle nationale: 29 % des jeunes filles et 16 % des jeunes garçons ont affirmé, dans ce cadre, avoir déjà subi des violences sexistes.

« Souvent, le cyberharcèlement ne vient que prolonger une violence physique déjà bien installée en milieu scolaire, observe Benjamin Moignard. Le phénomène est accentué par les réseaux sociaux, mais il ne vient pas d'eux. » De quoi relativiser l'impact de la promesse de

« PARLER DE SEXUALITÉ ICI N'EST PLUS TOUT À FAIT LE TABOU D'IL Y A TRENTE ANS. MAIS L'ÉCOLE RESTE LE REFLET DE LA SOCIÉTÉ: ELLE PEUT ICI ÊTRE À LA POINTE DES QUESTIONS ET LÀ TENTÉE DE FERMER LES YEUX »

BRIGITTE ACCART
infirmière



campagne faite par le candidat Macron quant à l'interdiction, censée être effective en 2018, des smartphones aux collégiens.

Ces derniers le reconnaissent: identifier le harcèlement ne va pas de soi. « En 3^e, les garçons avaient un jeu, racontent Luna et Sarah. Ils s'amusaient à caresser les cuisses des filles sous les tables, et à comparer leur érection. Très vite, ils se sont mis à montrer leur sexe. » Dans leur collège du Val-d'Oise, cela se sait; personne n'intervient pour autant, racontent les jeunes filles, aujourd'hui lycéennes. Des surveillants finissent par « mettre les choses au clair ». Le « concours » s'arrête quelque temps; puis il reprend. « A l'époque, assure Luna, on ne savait pas faire la différence entre harcèlement, agression et viol. Je ne suis même pas sûre qu'on sache le faire aujourd'hui. »

Il faut « du recul », « de la maturité », pour briser les tabous, racontent les infirmières, souvent en première ligne face au mal-être adolescent. « Il ne faut pas croire que les élèves débarquent à l'infirmerie et se livrent facilement, explique Brigitte Accart, du Syndicat national des infirmiers éducateurs de santé. Souvent, ça s'est passé en dehors des cours, en soirée ou sur Internet. Souvent aussi, ce n'est pas la victime qui vient, mais une amie... » Autre cas de figure: « Quand on voit revenir, un peu trop souvent, une ou un ado avec un mal de ventre, un mal de tête, raconte l'infirmière, on

comprend que quelque chose ne va pas, mais mettre des mots sur les maux prend du temps. » Or, ce temps, souvent, les équipes en manquent. Sur le papier, pourtant, en plus de ce que prévoient les programmes, trois séances d'éducation à la sexualité par an sont programmées, « en complément du rôle de premier plan joué par les familles », lit-on dans la circulaire d'application de la loi de 2001. Une pédagogie à deux voix – parents et enseignants – souvent méconnue sur le terrain. Et mal appliquée, a rappelé le Défenseur des droits, Jacques Toubon, dans un rapport remis fin novembre, en défendant la contribution nécessaire de l'école, « dès le plus jeune âge », à « détruire stéréotypes et préjugés ».

Les enseignants font « comme ils peuvent »

« On ploie sous les textes, mais, sur le terrain, on en voit peu la déclinaison », murmure-t-on parmi les médecins scolaires. Et quand « déclinaison » il y a, celle-ci ne correspond pas toujours aux besoins des jeunes. « On nous tient des propos théoriques, on nous parle des MST, de l'IVG, des grossesses non désirées... », résume les élèves. Rien (ou très peu) sur la vie affective, l'amour, le désir... Rien sur la notion de consentement que les pédagogues, aujourd'hui, appellent à transmettre dès l'enfance. « Parler de sexualité en milieu scolaire n'est plus tout à fait le tabou d'il y a trente ans, nuance Brigitte Accart, infirmière. Mais l'école reste le reflet de la société: elle peut, ici, être à la pointe des questions, là être tentée de fermer les yeux. » Une école jamais à l'abri des polémiques, comme le montre celle, récurrente, sur la « théorie du genre ».

Les enseignants, eux, ont le sentiment de faire « comme ils peuvent », sans préparation adéquate. « On nous forme à la sécurité sur le Web, on nous demande de transmettre aux élèves les bons réflexes, savoir protéger son mot de passe, savoir sécuriser ses données, raconte Marc Arends, professeur d'anglais à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). Mais le harcèlement sexuel, c'est un non-sujet. » Un sentiment partagé par Fazia Bensaadi. « On n'a jamais abordé la question en formation, regrette l'enseignante en histoire-géo. Je pense qu'on commence, aujourd'hui, à tiquer sur tout un spectre de violences qu'on banalisait avant. Et comme c'est nouveau, on ne sait pas trop comment y faire face. » Pour une « main aux fesses », raconte la jeune prof, un élève sera dans telle classe durement sanctionné, quand, dans telle autre, il verra l'enseignant ravaler un sourire... Et de s'interroger: « Sans harmonisation des réactions dans le monde adulte, peut-on s'étonner que les plus jeunes ne sachent pas où poser le curseur? » ■

MATTEA BATTAGLIA
ET SOFIA FISCHER

S. F.

A Pontoise, des jeunes filles bloquent leur lycée pour se faire entendre

« DANS LA RUE COMME AU LYCÉE, nous sommes courageuses et libres. » Jeudi 21 décembre au matin, sur des poubelles empilées devant les grilles du lycée Pissaro de Pontoise (Val-d'Oise), la petite phrase a été inscrite en grand. Quelque 300 lycéens – filles et garçons – ont décidé de bloquer leur établissement pour protester contre les violences sexistes que les filles racontent subir au quotidien. « On n'en peut plus, et les professeurs ne réagissent pas », assène Shanley, qui a participé à l'organisation de la mobilisation, armée d'une pancarte « Nous disons stop! » « C'est à nous de prendre les choses en main pour qu'ils prennent conscience du problème, qui va bien au-delà de notre lycée, et qui concerne toute l'éducation nationale. »

« Quand une fille passe au tableau, c'est systématiquement accompagné de commentaires, qui peuvent aller du "sale pute" à "menez-moi ce cul, je le baiserais bien". Quand ils ne miment pas des actes inappropriés avec leur

sexe... C'est pas comme ça qu'on va avoir notre bac », raconte Hajar, en terminale. Selon les élèves, les professeurs, témoins de ce type de comportement, restent impassibles. « Un garçon de ma classe m'a mis la main aux fesses sous les yeux de la prof. Aucune réaction », renchérit une jeune fille en 2^{de}.

« La parole se libère »

Une encadrante, qui s'est aventurée vers le groupe de filles campé devant l'établissement, reconnaît à demi-mot qu'il peut y avoir une certaine mauvaise volonté de la part des professeurs à relever ce type de comportements. « J'ai du mal à imaginer qu'ils ne les voient pas... », souffle-t-elle. Marie-Ange Tomi, directrice académique adjointe du Val-d'Oise, affirme, elle, « ne pas être au courant de ce problème » dans cet établissement – qui organise par ailleurs des campagnes contre le cybersexisme –, mais assure « ne pas souhaiter remettre en

question la parole de ces jeunes » sur la passivité de certains professeurs. « S'il faut rappeler l'attention de l'équipe pédagogique sur ce point-là, alors faisons-le. »

A l'origine du mouvement; une énième altercation entre une élève et un camarade, samedi 16 décembre, lors des épreuves blanches du baccalauréat. Un « sale pute, ferme ta chatte » fuse. Une fille éclate en sanglots, puis deux, puis trois. Elles se retrouvent dans une salle et vident leur sac. Elles se racontent les insultes et les mains aux fesses, dans leurs couloirs où dans les salles de classe. « Avec les affaires qui sortent dans les médias, la parole se libère », explique Shanley. « Elles partagent leur vécu entre filles. C'est la fin de la loi du silence. » Elles créent alors une conversation commune sur Facebook. En quelques jours, elles sont des dizaines sur le groupe à partager leurs témoignages, avant de se décider à organiser un blocus. Pas de syndicats ni d'associations

pour appui: le système D prévaut. L'une s'occupe de faire un discours, les autres des banderoles, des bombes de peinture... Elles se sont levées à l'aube pour pousser les poubelles devant les grilles du lycée et ont imprimé des flyers à distribuer à leurs camarades. Sarah-Lou, une élève de 2^{de} qui campait, elle aussi, devant les grilles de l'établissement, assure qu'« [elles] ne sont pas naïves »: « On sait bien que les garçons de nos classes ne vont pas arrêter du jour au lendemain parce qu'on a fait un blocus. Mais au moins, on montre aux autres filles du lycée qu'elles ne sont pas seules. »

Marie-Ange Tomi, elle, assure que le proviseur prendra des mesures supplémentaires dès la rentrée pour éviter ce type de problème à l'avenir. « Il va demander une intervention de brigades pour rappeler le cadre de la loi et surtout générer des débats entre les élèves, avec des collectifs féministes, pendant les cours. » ■